



MATIÈRES ET DÉCHETS  
RADIOACTIFS :  
PLAN 2027-2031

ORGANISÉ PAR



**Institut d'études politiques de Paris  
Ecole d'Affaires Publiques Master 1**

**Fiche de restitution  
atelier analyse de controverses  
sociotechniques**

# FICHE DE RESTITUTION ATELIER ÉTUDIANT – DÉBAT PUBLIC PNGMDR 2027-2031

---

## Introduction

Toute Personne a le droit, dans les conditions et les limites définies par la loi, d'accéder aux informations relatives à l'environnement détenues par les autorités publiques et de participer à l'élaboration des décisions publiques ayant une incidence sur l'environnement (*extrait de l'article 7 de la Charte constitutionnelle de l'environnement*)

Le rôle de la Commission Nationale du Débat Public (CNDP) est de faire respecter ce droit.

La CNDP est une autorité administrative indépendante, elle ne dépend ni des responsables de projets mis en débat, ni du Gouvernement.

Ses valeurs sont : la dépendance, la neutralité, la transparence, l'inclusion, l'argumentation et son égalité dans leur traitement. (Pour des renseignements complémentaires se reporter à la plaquette de présentation CNDP jointe)

Parce que les décisions, les orientations prises aujourd'hui impacteront votre futur et les générations à venir, il est évident et primordial pour l'équipe du débat d'inclure la jeunesse dans ce processus du débat public « Matières et Déchets radioactifs : plan 2027-2031 »

Ce débat public, prévu du 10 octobre 2025 au 10 février 2026, vise à préparer le 6<sup>ème</sup> Plan National de Gestion des Matières et Déchets Radioactifs (PNGMDR) 2027-2031. Ce débat a pour objectif de garantir un accès à l'information, de permettre à chacun de se forger une opinion et à contribuer aux choix à venir concernant la gestion des matières et déchets radioactifs. (Pour des renseignements complémentaires se reporter à la plaquette de présentation du débat jointe)

## Thématiques du débat à choisir

Sur la base des nombreuses actions identifiées dans le 5<sup>e</sup> PNGMDR et à l'issue de l'étude de contexte menée préalablement au débat, 9 thématiques se sont dégagées, considérées comme prioritaires par les membres de l'équipe du débat :

- Articulation entre PPE (Programmation pluriannuelle de l'énergie) et PNGMDR : la gouvernance des décisions, le devenir des déchets liés au nouveau nucléaire (nouveaux EPR, SMR...)

- La catégorisation entre matière et déchet et leurs impacts
- Les coûts et le financement de la gestion des matières et déchets radioactifs
- Les enjeux de la phase industrielle pilote de Cigéo (Centre industriel de stockage géologique)
- La réversibilité et les alternatives à l'enfouissement profond.
- La gestion des déchets de très faible activité en augmentation en raison du démantèlement
- La gestion des déchets de faible activité à vie longue sans filière
- La gestion des déchets radioactifs médicaux
- Les impacts territoriaux de la gestion des matières et déchets radioactifs

La fiche de restitution qui vous est présentée ici, vise principalement à encadrer le compte-rendu d'un atelier pédagogique à destination des étudiantes et étudiants, en lien avec les objectifs du débat.

[Cette fiche doit être impérativement remplie et renvoyée avec les productions.](#)

Pour rappel :

L'atelier est mené par l'animateur //organisateur, dans le respect des valeurs de la CNDP : compréhension des informations et données adaptées au public, communication effectuée en toute objectivité et neutralité et la considération des arguments sur le même plan.

<b>Nom de l'établissement</b>	Sciences Po Paris	
<b>Niveau / Section</b>	Master Ecole d'Affaires Publiques M1	
<b>Thématique(s) choisie(s)</b>	Questions intergénérationnelles	
<b>Date</b>	du 23/01 au 10/02/2026	
<b>Durée</b>	8h	
<b>Lieu</b>	Campus Saint Thomas, Sciences Po	
<b>Nombre de participant.e.s</b>	30	
<b>Nombre de groupes</b>	6	
<b>Présence de l'équipe du débat (Oui / Non)</b>	<input checked="" type="checkbox"/> OUI	<input type="checkbox"/> NON

## Restitution analyse de controverse : groupe 1

Concernant le sujet de la controverse à explorer, aviez-vous des idées collectives au préalable ?	<input type="checkbox"/> OUI	<input type="checkbox"/> NON
<p>Si oui quelles étaient-elles ? Indiquer les grands points</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● le sujet des déchets nucléaires est très présent dans les débats sur le nucléaire ● le sujet des générations futures également</li> <li>● aucun acteur n'est contre la gestion des déchets nucléaires, mais plusieurs sont contre l'énergie nucléaire et souhaite la réduction de la production des déchets nucléaires</li> <li>● Les associations de défense de l'environnement et les associations locales à Bure et La Hague sont opposées aux projets nucléaires, mais reconnaissent la nécessité de gérer les déchets. Ils se soucient des générations futures</li> <li>● Les ingénieurs, les pouvoirs publics, et les consommateurs sont en faveur du nucléaire mais reconnaissent l'importance de la gestion des déchets nucléaires. Ils se soucient également des générations futures..</li> </ul>	
<p>Après la lecture des documents fournis, quels enjeux principaux ont été identifiés ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● la nécessité de développer des infrastructures pour sécuriser les déchets radioactifs les plus dangereux (principe de précaution) tout en permettant aux générations futures d'amender le projet au gré des avancées scientifiques (principe de réversibilité)</li> <li>● l'échelle de temps associée à la dangerosité des déchets radioactifs oblige les partis prenants à trouver des solutions opérables sur des milliers</li> </ul>	

	<p>d'années tout en transmettant les informations (notamment scientifiques)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● la prise en compte des intérêts des générations futures est délicate car elle ne peut se faire qu'avec les biais du présent et nécessite d'inventer des procédés nouveaux : tribunal du futur / capsules temporelles</li> <li>● les générations futures sont aussi celles des prochaines décennies qui habitent les lieux autour des sites d'enfouissement. Cette proximité temporelle et géographique oblige à trouver des outils de démocratie environnementale, de participation et de partage de l'information</li> <li>● Concernant les sites de stockage en surface des inquiétudes persistent sur les méthodes de surveillance et leur maintien dans le temps alors que des fuites ont déjà été identifiées dans le CSM</li> </ul>
<p>Dans quelle temporalité se situe l'étude ?</p>	<p>3 semaines (poursuite après la fin du débat)</p>
<p>Qui sont les acteurs et quels sont leurs arguments ? (Les répartir selon leur positionnement, y- a-t-il une dynamique des rebondissements/ retournements)</p>	<p>Acteurs en faveur de l'énergie nucléaire et du projet cigeo:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Gouvernement (DGEC)</li> <li>- ANDRA et autres agences gouvernementales</li> <li>- Ingénieurs et syndicats de travailleurs du nucléaire</li> <li>- Certaines associations</li> <li>- Maire de La Hague</li> </ul> <p>Acteurs en faveur de l'énergie nucléaire mais s'opposant au projet cigeo</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- aucun</li> </ul> <p>Acteurs s'opposant à l'énergie nucléaire et au projet cigeo</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Greenpeace (et autres associations environnementales)</li> <li>- Associations locales à Bure et La Hague</li> </ul> <p>Tous ces acteurs mobilisent les "générations futures" de différentes</p>

	<p>manières</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Pour les défenseurs du projet cigeo, ce projet est la meilleure manière de gérer les déchets nucléaires, et qu'attendre ou que laisser les déchets en surface serait encore plus dangereux pour les générations futures</li> <li>- Pour les opposants, le projet cigeo empêche les générations futures, qui auront des connaissances et des capacités de gestion différentes d'aujourd'hui, de gérer les déchets comme ils le voudront. Ils préfèrent attendre de trouver une meilleure solution, et de laisser la possibilité aux générations futures de revenir sur les choix effectués aujourd'hui.</li> </ul> <p>Voir annexe pour plus de détails</p>	
<p>Quels sont les axes structurants identifiés de la controverse ?</p>	<p>Les axes principaux de la controverse sont:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'irréversibilité de nos choix pour les générations futures favorise le principe de précaution mais limite les capacités d'agir a posteriori</li> <li>• La transmission des informations relatives au stockage des déchets radioactifs pour éviter l'oubli et ne pas mettre en danger les générations futures</li> <li>• La démocratie environnementale doit permettre à chacun de participer et nécessite le partage d'informations scientifiques traduites pour le grand public</li> </ul>	
<p>Sous quel format envisagez-vous la restitution</p>	<input type="checkbox"/> Carte heuristique /cognitive	<input type="checkbox"/> Frise chronologique
	<input type="checkbox"/> Carte des acteurs et de leurs arguments	<input checked="" type="checkbox"/> Autre à préciser * Sous un format de texte rédigé
<p>Après cette étude avez-vous constaté une</p>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non

évolution de votre point de vue initial ?		
---	--	--

- **Si la restitution s'effectue de manière orale ou sous forme d'un exposé collectif voir si celui-ci est filmé et peut-être repris sur le site du débat (merci de remplir et transmettre les autorisations de droit à l'image à l'équipe du débat) .**

N/A

### Livrables attendus:

**La fiche de restitution atelier fournie est à remplir impérativement et à transmettre sous format numérique accompagnée éventuellement d'autres travaux produits, à l'équipe du débat par e-mail.**

En cas de prise d'images durant l'atelier, merci d'envoyer l'ensemble des fiches de droit à l'image dûment remplies également par e-mail.

### Annexe :

#### Corpus documentaire

Site du débat :

<https://www.debatpublic.fr/gestion-matieres-et-dechets-radioactifs>

- Présentation de la CNDP
- Présentation du débat

**Corpus correspondant à la ou aux thématiques choisies :**

<https://www.debatpublic.fr/gestion-matieres-et-dechets-radioactifs>

# ATELIER ANALYSE CONTROVERSES SOCIOTECHNIQUES – Restitution sous forme rédigée

---

Les déchets nucléaires, s'ils suivent le projet d'enfouissement géologique profond Cigéo, ou encore stockés selon un quelconque autre procédé, ne cesseront pas d'accompagner le développement de l'humanité pendant encore plusieurs millénaires. Il nous paraît donc nécessaire d'aborder ses questions au travers des différents acteurs et de leurs positions sur les conséquences que cela pourrait avoir sur les générations futures

La **Direction générale de l'énergie et du climat** (DGEC) travaille de concert avec le Gouvernement à l'élaboration et la mise en place de politiques relatives aux changements climatiques. Cependant, il semble que la question des déchets radioactifs est secondaire dans les actions de la DGEC. L'**Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs** (ANDRA) est un établissement public chargé de mettre en sécurité les déchets radioactifs et de protéger les générations futures. Puisqu'ils peuvent rester radioactifs pendant plusieurs dizaines de milliers d'années, la gestion des déchets revient à se poser la question du principe de responsabilité mais aussi celui de réversibilité. Pour ces raisons le programme Cigéo s'étale sur près d'un siècle avant d'être définitivement scellé. Le comité éthique et société de l'ANDRA met de l'avant une responsabilité d'assumer nos choix passés, notamment la production d'énergie nucléaire. En ce sens, il convient d'expliquer nos choix et de communiquer aux générations futures les risques liés aux différentes formes de stockage. L'ANDRA a ainsi développé les programmes "perspectives graphiques" et "mémoire pour les générations futures" afin d'imaginer les moyens d'un "knowledge management", c'est-à-dire une transmission des savoirs scientifiques et culturels sur des centaines voire milliers d'années. Ces programmes offrent des pistes de réflexion mais rien n'a été décidé quant à la forme de ces "capsules" ou "marqueurs de surface".

La politique énergétique française actuelle n'impacte donc pas seulement des

questions de souveraineté ou d'autres considérations environnementales et géopolitiques. Elle pose aussi un risque pour la sécurité et la santé des **générations futures**, dont nous ne connaissons pas encore les mœurs, prédispositions et futures décisions. Comme expliqué lors des débats, nous ne pouvons garantir que les générations futures aient non seulement la connaissance scientifique nécessaire à la gestion des déchets mais aussi les moyens de s'en occuper de manière adéquate. Le rôle des générations futures est essentiel car ce sont celles-ci qui préserveront et s'assureront de la mise à bien du projet Cigéo ou autre solution adoptée (nous ne pouvons pas exclure que de nouvelles avancées techniques pourraient faire émerger d'autres solutions à l'enfouissement géologique). Il est dans l'intérêt des générations futures que la transmission de savoir et la sécurité des dispositifs actuels soient les meilleures possibles (gestion nucléaire, emplacements des enfouissements de déchets, transmission de la 'timeline'), pour s'assurer de leur santé et de leur sécurité face à ces déchets (éviter les fuites de déchets dans l'environnement). Il s'agirait aussi de prendre en considération les questions de justice intergénérationnelle: il ne paraît pas juste que ces générations doivent trouver des solutions pour la gestion des déchets produits actuellement, et doivent en supporter les coûts environnementaux et financiers. Par ailleurs, nous ne connaissons pas encore l'état des politiques énergétiques et des futures institutions (démocratiques ou non), ainsi que les mœurs et changements d'opinion face à l'environnement.

Les **ONG** ont un rôle de supervision des implémentations du gouvernement. Certaines organisations comme Greenpeace luttent fort contre l'implémentation du projet Cigéo, d'autres organisations ont une opinion complètement opposée. La fondation de la dichotomie a été liée aux arguments pour l'utilisation d'énergie associée à un développement durable et la déposition des déchets radioactifs.

La première perspective, partagée notamment par **Greenpeace**, est que l'énergie créée par les centrales nucléaires est coûteuse et trop lente pour adresser le réchauffement global et le changement climatique. Par ailleurs, les résultats d'utilisation ne sont pas que positifs pour l'environnement, notamment à cause des [conséquences graves](#) associées à la déposition des déchets toxiques. Une partie des déchets est secrètement envoyée en Russie, où ils restent polluants. C'est pour cette raison que Greenpeace appelle à l'arrêt de l'énergie nucléaire et à une élimination progressive. Cependant, Greenpeace n'apporte pas de véritable solution pour les générations futures, hormis les espoirs d'innovation technologique. Néanmoins, cette promesse reste incertaine. La perspective opposante est souvent associée à des organisations ONG comme "**Les Voix du Nucléaire**" qui soutiennent explicitement le projet Cigéo, qu'elles considèrent comme une solution responsable et nécessaire de gestion des déchets radioactifs les plus dangereux produits par l'industrie nucléaire française. L'association estime que le projet, issu de plus de [30 ans de recherches scientifiques et techniques](#), offre une solution de stockage cohérente et sûre des déchets de haute activité et à vie prolongée. Les Voix du Nucléaire ont aussi déjà participé au débat public associé avec le PNGMDR et nous voulons les interroger pour qu'ils nous donnent un avis qui supporte l'implémentation de Cigéo et pour faire une discussion s'il y a des alternatives possibles pour les générations futures.

Les **collectifs locaux** comme Burestop5 ou CEDRA se mobilisent depuis des années contre l'enfouissement irréversible à Bure ou contre la concentration de matières radioactives à La Hague. Leur argument principal est que les générations futures ne disposeront peut-être ni des connaissances, ni des moyens institutionnels, ni de la stabilité politique nécessaire pour surveiller et gérer des déchets actifs pendant des dizaines ou centaines de milliers d'années. Les **citoyens riverains** de la Meuse, de la Haute-Marne et du Cotentin occupent aussi une place centrale car ils craignent un héritage toxique transmis à leurs descendants, et dénoncent le fait que les territoires ruraux soient choisis pour porter des risques multiséculaires auxquels les habitants n'ont jamais consenti. Les **partis politiques nationaux** sont eux aussi divisés. Les partis pro-nucléaires (Renaissance, les Républicains, le Rassemblement National) soutiennent CIGÉO et les opérations de La Hague en affirmant que la France a le devoir de mettre ses déchets en sécurité pour les générations à venir, et que le nucléaire est un pilier de souveraineté et de lutte contre le changement climatique. À l'opposé, les partis EELV, La France Insoumise, le NPA, et une partie du Parti Socialiste disent défendre les générations futures en refusant d'imposer une charge technologique, financière et sanitaire à des sociétés qui n'existent pas encore et qui n'auront pas pu avoir leur mot à dire. Certains **élus locaux** défendent les projets au nom de l'emploi, des financements territoriaux, et de la « responsabilité nationale » face à un problème déjà existant. Leur discours mobilise aussi les générations futures, mais dans l'idée que ne rien faire serait encore plus dangereux, et que l'enfouissement ou la consolidation des installations serait la « solution la plus sûre » pour les protéger.

Les **ingénieurs** et groupes d'ingénieurs s'expriment peu sur les déchets nucléaires, et encore moins au sujet des générations futures. Toutefois, les [quelques prises de positions](#) affichent un soutien explicite à l'énergie nucléaire ainsi qu'une confiance dans l'ANDRA, et notamment du projet Cigéo. Plusieurs acteurs évoquent une baisse d'intérêt dans la filière, qui pourrait mettre à mal son futur et la continuation de ses activités. Pour [les syndicats](#), le nucléaire et ses activités connexes, dont le stockage des déchets, sont une source d'emploi massive de France et donc indispensables pour les générations de futurs travailleurs. Ils s'opposent à toute réduction de la production d'énergie nucléaire, et appellent également au développement d'une 4e génération de réacteurs, qui pourraient "permet[tre] de régler [...] la question des déchets", signe que le sujet n'est pas complètement ignoré. On constate un manque d'effectifs pour satisfaire les besoins de l'industrie, malgré son enseignement dans les écoles d'ingénieurs. Cela montre donc un potentiel désintérêt des jeunes ingénieurs pour les sujets nucléaires. De manière générale, le sujet des déchets nucléaires et des générations futures n'est pas au centre des préoccupations des ingénieurs. Ceux-ci adoptent une approche plutôt optimiste de la capacité technologique à gérer les déchets, mais pointent du doigt un manque de personnel. Cela pourrait mener à une controverse majeure avec les acteurs opposés au nucléaire: si les positions anti-nucléaires, en abaissant le nombre de travailleurs et donc de savoir du nucléaire et en instillant le doute sur cette industrie, peuvent rendre celui-ci plus dangereux pour les générations futures.

